

ARRÊTÉ MUNICIPAL N°2025-270

**OBJET : PERMISSION DE VOIRIE  
ET REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT  
TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT  
PARKING PLACE DU 11 NOVEMBRE 1918  
BÉNÉFICIAIRE : ENTREPRISE LAUTIER**

**Le Maire de la Commune de Jonquières Saint Vincent,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2131-1, L2212-2, L2212-2-1, L2213-1 et L2213-6 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

Vu le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment les articles L 2122-1 et L3111.1 respectivement relatifs à l'obligation de disposer d'un titre aux fins d'occuper une dépendance du domaine public d'une personne publique, à leur inaliénabilité et leur imprescriptibilité ;

Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article L113-2 disposant que l'occupation du domaine public routier n'est délivrée, à titre précaire et révocable, que si elle a fait l'objet, soit d'une permission de voirie dans le cas où elle donne lieu à emprise, soit d'un permis de stationnement dans les autres cas ;

Vu le Code de la Route notamment les articles L411-1 et R417-10/10° ;

Vu l'arrêté interministériel du 24/11/1967 modifié, relatif à la signalisation routière des routes et des autoroutes;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie – signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;

Considérant la demande en date du 04/09/2025 présentée par la commune (30300 JONQUIERES ST-VINCENT) ;

Considérant qu'à cette occasion, il appartient au maire de réglementer la circulation et le stationnement et de pourvoir à toutes les mesures visant à sécuriser cette opération ;

**A R R Ê T É**

Article N°1 : l'entreprise Lautier est autorisée à effectuer des travaux de réaménagement de la Place du 11 Novembre 1918 du 15 Septembre 2025 au 15 Janvier 2026.

Article N°2 : Durant la période sus citée, la circulation sera interdite et le stationnement sera considéré comme gênant sur les places de parking place du 11 Novembre 2025 et Rue du Grand Mas.

Les véhicules en infraction seront verbalisés et enlevés aux frais exclusifs des contrevenants.

Par dérogation, cette mesure ne s'applique pas aux véhicules de chantier et aux véhicules d'intérêt général en intervention.

Article N°3 : Durant la période sus citée, la circulation sera interdite Rue du Grand Mas et Place du 11 novembre 1918.

Une déviation sera mise en place par l'entreprise pétitionnaire rue du Lavoir à l'intersection avec la rue de la République et rue du Grand Mas à l'intersection avec la rue de Bellegarde.

Article N°4 : La bénéficiaire est, et reste, responsable vis-à-vis de l'administration et des tiers de tous les accidents ou dommages qui pourraient résulter de l'action relative à l'objet de la présente autorisation.

Article N°5 : La bénéficiaire veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toutes les périodes d'occupation. En cas de détérioration ou de salissure constatée par un agent assermenté, la commune fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du bénéficiaire.

Article N°6 : La présente autorisation pourra être provisoirement suspendue pour tout motif d'intérêt général, notamment l'organisation de manifestations publiques à l'initiative ou autorisées par la commune. Le bénéficiaire en sera informé au moins une semaine à l'avance.

Article N°7 : Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par la bénéficiaire.

Article N°8 : Madame la Commandante de la communauté de brigades de gendarmerie de Bouillargues/Bellegarde, Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune, et tous les personnels placés sous leurs ordres sont chargés, chacun ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera publié sous forme électronique sur le site de la Commune (<https://jonquieres-st-vincent.com>) et dont ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général des Services Communaux
- Madame la Commandante de la communauté de brigades de Gendarmerie nationale de Bouillargues / Bellegarde,
- Le pétitionnaire

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou être déféré dans les mêmes conditions de délai devant le Tribunal Administratif de Nîmes. Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) »

Fait à Jonquières Saint Vincent, le 4 septembre 2025  
Le Maire, Jean-Marie FOURNIER

*J. Fournier*

